L'UNSA Éducation a écrit à la Première ministre afin de l'alerter sur les conséquences de la crise énergétique pour les établissements scolaires.



L'UNSA Éducation a écrit à la Première ministre, Élisabeth Borne, à propos des conséquences de la crise énergétique dans les écoles, les collèges et les lycées. Les factures d'électricité et de chauffage sont en train d'augmenter fortement, mettant en péril des activités pédagogiques. Il faut trouver les meilleures solutions pour faire face à cette situation préoccupante tout en favorisant la transition écologique.

Lettre ouverte à la Première ministre : l'École doit être à l'abri de la crise énergétique

Objet:l'École doit être à l'abri de la crise énergétique Madame La Première ministre,Les écoles et les établissements scolaires n'échappent pas à la crise énergétique actuelle. L'UNSA Éducation tient à vous alerter sur cette situation. Alors que l'hiver n'est pas encore arrivé, certaines factures ont déjà été augmentées par quatre ou cinq,et il est à craindre que les hausses soient encore plus fortes dans les prochains mois. Les conséquences sur le fonctionnement de notre système éducatif sont nombreuses :

- L'accroissement du coût de l'énergie pourrait tendre la situation financière de tous les établissements scolaires: pour les collèges et les lycées, chauffage et électricité représentent bien souvent à eux seuls la moitié du budget de fonctionnement de ces établissements. Cela pourrait conduire très rapidement à des insuffisances de trésorerie, d'autant que les dépenses énergétiques pourraient être plus fortes que prévues.Pour les écoles primaires et

maternelles, il faut veiller à ce que les élèves ne pâtissent pas des choix énergétiques des municipalités.

- Certains établissements pourraient en conséquence être contraints de mobiliser leur trésorerie pour faire face à des charges de fonctionnement incompressibles, au détriment des activités pédagogiques et éducatives.
- On peut également craindre une limitation importante du nombre de sorties scolaires à cause du coût trop important du transport, mais aussi une réduction des pratiques éducatives comme l'EPS et la pratique du sport, rendues plus difficiles en raison de la limitation du chauffage des gymnases ou des piscines.
- Le coût croissant des denrées alimentaires entraîne en outre des inquiétudes sur le bon fonctionnement de la restauration scolaire: déjà, on assiste aujourd'hui à des allégements de menus et d'autres limitations sont envisagées. On pourrait aussi mentionner l'augmentation du prix du papier, des petits équipements, etc.
- Enfin, cette situation de crise énergétique pourra avoir des conséquences sur la santé des personnels et des élèves, ce quine manquera pas de fragiliser l'ensemble du système scolaire, et entraînera un accroissement de travail pour les personnels de santé du Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse.

Votre gouvernement a adopté un plan de sobriété énergétique afin de faire face aux enjeux du moment. Si notre fédération souscrit à la philosophie globale de ce dispositif, nous pensons qu'il faut aller plus loin.Il est en effet indispensable de procéder à des aménagements du bâti scolaire en isolant mieux les bâtiments, en généralisant l'éclairage basse consommation, voire en instaurant des dispositifs autonomes de production d'énergie. Cela passe obligatoirement par une planification des travaux permettant aux 63000 écoles et établissements scolaires de notre pays de faire face aux enjeux actuels. L'investissement massif qui est nécessaire aujourd'hui permettra de faire des économies demain et de préserver l'avenir des générations futures.

Madame la Première ministre,pour l'UNSA Éducation, il est de votre devoir de permettre à toutes les collectivités territoriales de disposer des moyens financiers suffisants pour faire face à cette crise énergétique et à ses conséquences.Il est indispensable, en outre, d'inciter ces mêmes collectivités à abonder leur financement des écoles et des établissements scolaires. Il ne peut y avoir de rupture d'égalité entre les territoires sur cette question. Car c'est bien de cela dont il s'agit: notre système scolaire est déjà soumis à de nombreuses inégalités et on ne peut y rajouter les inégalités liées aux effets du climat ou à la précarité énergétique.

C'est pourquoi,nous vous demandons, Madame la Première ministre, à l'heure où votre gouvernement propose son budget 2023, de prendre en considération nos demandes. Anticiper aujourd'hui, c'est construire un système éducatif capable de réussir la transition écologique, seule garantie d'un avenir meilleur pour toutes et tous.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Première ministre, en l'expression de notre considération distinguée.

Frédéric MARCHAND

Secrétaire général de l'UNSA Éducation